conseil départemental

N147: la sécurisation refait surface

Une semaine après la mort de trois Poitevins à La Bussière-Poitevine, la sécurisation de l'axe entre Poitiers et Limoges a refait parler d'elle, hier, en commission permanente du Département.

est un serpent de mer vieux d'une cinquantaine d'années. La sécurisation de la N147, entre Poitiers et Limoges, est revenue à la surface, jeudi 13 juillet, à l'occasion de la commission permanente du Département de la Vienne. Ludovic Devergne (Poitiers-2) a ainsi adressé une pensée émue pour les trois Poitevins tués dans une collision frontale avec un semi-remorque survenue le 5 juillet, à La Bussière-Poitevine (Haute-Vienne). « Un de mes amis a perdu son père, sa mère et sa tante. La N147 a encore enlevé trois vies, elle a ébranlé de nombreuses familles. On ne tient pas le décompte macabre sur cette route, mais ce doit être terrible », confie l'élu.

« Si ça continue, il faudra plusieurs siècles pour sécuriser la N147 »

Passé l'évocation de ce terrible drame, le conseiller départemental a lancé un appel,



L'accident mortel de La Bussière-Poitevine a ravivé les questions sur la sécurisation de la N147, entre Poitiers et Limoges. (Photo archives NR-CP, Mathieu Herduin)

auprès du Département, de la Région et de l'État, pour que l'aménagement de l'axe routier s'accélère enfin. « L'État n'a pas été à la hauteur. Il a voulu occuper les élus locaux pendant deux années pour débattre d'un projet d'autoroute, dont on savait dès le début

qu'elle ne se ferait pas », taclet-il, avant d'évoquer « la politique des petits pas, où on aménage un morceau par ci, un morceau par là. Si ça continue, il nous faudra plusieurs siècles pour sécuriser la N147. » « C'est un axe complètement dangereux », reconnaît

Alain Pichon, le président. Il convient que « l'idée d'autoroute n'a pas été très porteuse » et que « l'État ne met pas les moyens financiers pour avancer ».

Mardi 18 juillet à Bordeaux, l'édile doit rencontrer Étienne Guyot, préfet de Région, pour échanger notamment sur ce dossier dans le cadre du volet mobilités du contrat de plan État-Région 2021-2027.

L'attente sur la déviation de Mignaloux-Beauvoir

Avec la déviation de Lussacles-Châteaux, dont le chantier a démarré en janvier 2023 pour un montant de 143 millions d'euros, Alain Pichon souhaite prioriser les secteurs de Lhommaizé et de Moulismes, « qui sont encore hyper dangereux ».

« Et il faut qu'on en sorte sur le secteur de Mignaloux-Beauvoir, avec un aménagement cohérent sur cette commune », insiste le chef de l'exécutif départemental.

Le contournement de l'entrée sud-est de Poitiers, qui suscite des divergences de vues notamment sur les tracés, doit « dépasser les clivages », selon Guillaume de Russé.

« L'État se sert du fait qu'il y a un goulot d'étranglement pour ne pas avancer sur le reste de l'itinéraire », estime le président délégué aux grands projets. « À force de discuter, de tergiverser, rien ne se passe », lâche Alain Pichon.

Édouard Daniel